



Déclaration de la Tunisie

à la 6^{ème} session du Groupe intergouvernemental d'experts sur le commerce électronique et l'économie numérique

(le 10 mai 2023)

Merci Mr le Président,

Monsieur le Président, Mme la Secrétaire Générale, Mme la Directrice de la DTL, Excellences, Mesdames et messieurs,

Permettez-moi, tout d'abord, de féliciter l'Ambassadeur Bachtobji et l'Ambassadeur Long pour leur élection à la présidence de cette importante session du groupe intergouvernemental d'experts du commerce électronique et de l'économie numérique.

Ma délégation attache un intérêt particulier à la question de la numérisation et à l'importance des données comme levier essentiel permettant de libérer le potentiel de l'innovation et de favoriser l'entrepreneuriat digital et la dynamisation de l'économie numérique.

Nous prenons bonne note des remarques de la SG et des éléments de réflexion de Mme Sirimanne, Nous remercions également l'Amb Singh Gill pour sa riche présentation, et nous nous engageons à contribuer constructivement, afin que cette réunion aboutisse à des résultats probants sur un processus multilatéral renforcé et inclusif sur le commerce électronique et l'économie numérique.

Nous nous associons, par ailleurs, à la déclaration faite par l'Indonésie au nom du G77 et de la Chine.

Mr le Président,

Nous nous réjouissons, à plus d'un titre, de la pertinence du choix de la thématique de l'exploitation des données au service des ODD 2030, d'autant plus que la polycrise a exacerbé la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris par une fracture numérique croissante et des inégalités d'accès aux données persistantes, « Plus de la moitié de la population dans le monde est laissée pour compte à mi-parcours », avait souligné M. Guterres à l'occasion de

la publication du dernier Rapport sur l'état d'avancement des ODD, relevant que seulement 12% des 169 cibles des ODD sont en bonne voie.

Les flux de données numérique pourront, à cet endroit, jouer un rôle crucial et permettre de regagner le terrain perdu dans la réalisation des ODD.

Les données, contrairement aux autres ressources, peuvent être consommées à volonté sans risque d'épuisement. De plus, les données sont reproductibles à un coût marginal pratiquement nul. Ces caractéristiques économiques des données, entre autres, sont essentielles pour comprendre pourquoi leur échange est devenu au cœur de la vie quotidienne d'une grande majorité de la population mondiale.

L'expérience tunisienne de gouvernance des données est, à ce titre, un exemple édifiant des possibilités considérables qu'offre une utilisation appropriée des flux de données pour le développement de l'économie numérique et le soutien de la réalisation des ODD, mais également, des opportunités sous-exploitées et des obstacles qui n'ont pas encore permis à la Tunisie de profiter de son fort potentiel de croissance du secteur du numérique.

En effet, les autorités tunisiennes se sont appuyées sur un cadre réglementaire et institutionnel sur les échanges et le commerce électronique, datant de l'année 2000, qui fut assez précurseur dans la région, et ce en faveur de l'innovation et des technologies de l'information et de la communication. Cet effort a été accompagné d'un investissement dans des infrastructures de qualité, plaçant la Tunisie dans les premiers rangs en Afrique, en termes de taux de réalisation des ODD, avoisinant les 67%.

La contribution de la Tunisie à l'exploitation des données au service du Programme ODD 2030, s'est renforcée, notamment, par une stratégie nationale de développement de l'économie numérique, encourageant les investissements étrangers, dans les TIC et l'amélioration des compétences des professionnels du secteur, en développant, entre autres, des zones franches technologiques qui accueillent des entreprises de haute technologie, en promouvant l'émergence de startups innovantes et en instituant un processus de modernisation des systèmes d'information de l'administration publique.

Toutes ces initiatives citées et autres mesures, contribuant à la collecte, à l'analyse et au stockage sécurisé des données en Tunisie, ont ainsi aidé à prendre des décisions éclairées pour promouvoir le développement durable dans le pays, mais se sont montrées insuffisantes pour profiter pleinement du potentiel du numérique et incapables de répondre efficacement aux crises.

Ce constat a été confirmé par le récent rapport de l'état de préparation de la Tunisie au commerce électronique (eT Ready), conduit par la CNUCED dans le cadre de l'initiative eTrade for all, dont nous saluons l'excellente équipe de la

Direction du commerce électronique et de l'économie numérique qui a mené les travaux.

Cet exercice qui a bénéficié à ce jour à plus d'une trentaine de pays constitué par ailleurs, un exemple concret de la manière dont la communauté internationale, unit ses efforts afin d'accompagner les pays les moins équipés pour soutenir leur transformation numérique et leur Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Mr le Président,

Les 88 pays membres de la Francophonie ont rappelé lors de leur 18^{ème} Sommet de Djerba en Tunisie, l'importance accordée à la promotion de la coopération internationale sur les questions liées à la gouvernance numérique, en particulier les institutions à Genève, pour la mise en œuvre de la feuille de route du Secrétaire général des Nations unies sur la coopération numérique ainsi qu'à la suite donnée aux conclusions du Sommet mondial sur la société de l'information tenu à Tunis en 2005, y compris dans la gouvernance des données.

En outre, les États parties à la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) négocient actuellement un protocole sur le commerce numérique qui inclura, entre autres, des règles sur les flux de données transfrontaliers.

Les enjeux sont élevés pour les pays africains qui n'auraient pas la flexibilité de se tromper et un accompagnement plus étroit de la CNUCED permettrait d'assurer le meilleur cadre législatif d'intégration des membres à économie numérique mondiale.

Pour Conclure M. le Président, nous nous attendons que les réunions de cette 6^{ème} session, sous votre conduite éclairée, permettent aux experts d'échanger constructivement et de proposer des réponses efficaces aux défis communs et fournissent à la CNUCED des solutions innovantes pour poursuivre ses travaux en faveur des pays en développement dans le domaine du commerce électronique et de l'économie numérique.

Nous souhaitons plein succès à nos travaux.

Merci pour votre attention.